



## Communiqué POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE DES RÉSULTATS RECORDS POUR 2013

Le rapport annuel de la Banque, qui comprend les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe pour 2013, est également accessible sur le site Web de la Banque, à l'adresse [www.banquelaurentienne.ca](http://www.banquelaurentienne.ca).

#### Faits saillants de 2013

- Les mesures financières ajustées pour 2013 sont comme suit :
  - Résultat net ajusté record de 156,0 millions \$, en hausse de 11 % d'un exercice à l'autre
  - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 11,6 %
  - Résultat dilué par action ajusté de 5,09 \$
- Résultat net comme présenté de 124,7 millions \$, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté de 9,1 %, et résultat dilué par action comme présenté de 3,99 \$
- Revenu total en hausse de 9 % d'un exercice à l'autre, reflet de l'amélioration de toutes les sources de revenus
- Qualité de crédit excellente, comme l'indiquent les pertes sur prêts de 36,0 millions \$, ou 0,13 % des prêts moyens
- Croissance solide du portefeuille de prêts commerciaux, en hausse de 17 % d'un exercice à l'autre

#### Faits saillants du quatrième trimestre 2013

- Augmentation de 0,01 \$ par action du dividende trimestriel sur actions ordinaires, qui s'est établi à 0,51 \$ par action
- Les mesures financières ajustées pour le quatrième trimestre 2013 sont comme suit :
  - Résultat net ajusté de 35,2 millions \$
  - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 10,2 %
  - Résultat dilué par action ajusté de 1,14 \$
- Résultat net comme présenté de 27,2 millions \$, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté de 7,7 % et résultat dilué par action comme présenté de 0,86 \$
- Pertes sur prêts demeurant basses à 10,0 millions \$
- Charges de restructuration non récurrentes de 6,3 millions \$ au cours du trimestre, ou de 0,16 \$ sur une base diluée par action

Montréal, 11 décembre 2013 – La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un résultat net ajusté record de 156,0 millions \$, soit un résultat dilué par action de 5,09 \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en hausse de 11 % par rapport à 140,7 millions \$, ou à un résultat dilué par action de 4,98 \$, en 2012. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est établi à 11,6 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en comparaison de 12,0 % en 2012. Compte tenu des éléments d'ajustement<sup>1</sup>, le résultat net a été de 124,7 millions \$, soit un résultat dilué par action de 3,99 \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, par rapport à 140,5 millions \$, ou un résultat dilué par action de 4,98 \$, en 2012. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 9,1 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en comparaison de 12,1 % en 2012.

Le résultat net ajusté a totalisé 35,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,14 \$, pour le quatrième trimestre 2013, par rapport à 36,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,17 \$, pour la période correspondante de 2012. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 10,2 % pour le quatrième trimestre 2013, par rapport à 10,9 % pour la période correspondante de 2012. Compte tenu des éléments d'ajustement, le résultat net a totalisé 27,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,86 \$, pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2013, par rapport à 45,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,51 \$, pour le quatrième trimestre 2012. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 7,7 % pour le quatrième trimestre 2013, par rapport à 14,2 % pour la période correspondante

<sup>1</sup> Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

de 2012. Notamment, le résultat net du quatrième trimestre 2013 a subi l'incidence négative de charges de restructuration de 6,3 millions \$ avant impôts sur le résultat (4,6 millions \$ après impôts sur le résultat), ou 0,16 \$ sur une base diluée par action, liées à l'optimisation de certaines activités.

Dans ses commentaires sur les résultats financiers de la Banque pour 2013, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Nous avons réussi à enregistrer de solides résultats tout au long de l'année et avons inscrit des revenus et un résultat net ajusté records en tirant parti de nos acquisitions pour accroître le rayonnement géographique et la clientèle de la Banque dans un contexte de ralentissement de la demande de prêts à la consommation et de compression des marges. La qualité du crédit du portefeuille de prêts, toujours excellente, et le contrôle rigoureux des dépenses ont également contribué à notre solide performance. »

M. Robitaille a ajouté : « Compte tenu des défis entourant l'évolution rapide du contexte d'affaires et des exigences réglementaires, nous continuerons de mettre en œuvre des stratégies visant à maximiser le levier d'exploitation à l'avenir, tout en nous concentrant sur la croissance rentable, le contrôle des coûts et l'optimisation des activités de la Banque, et en réalisant les synergies découlant des acquisitions que nous avons réalisées. »

M. Robitaille a conclu : « Dans cette conjoncture, nous maintenons notre engagement à accroître la valeur pour nos actionnaires et nous nous efforçons de créer un levier d'exploitation positif dans chacun de nos secteurs d'activité. Je suis par conséquent ravi d'annoncer que le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,01 \$ de notre dividende par action ordinaire trimestriel, pour l'établir à 0,51 \$ par action. »

## Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont destinés à aider les actionnaires et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou soient inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avéreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques » du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

En ce qui a trait aux avantages attendus de l'acquisition des sociétés MRS<sup>1</sup> et de celle de la Compagnie de Fiducie AGF<sup>2</sup> (Fiducie AGF) et aux déclarations de la Banque à l'égard de l'augmentation du résultat par suite de ces transactions, ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la possibilité que les synergies ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Banque ou de ceux des sociétés MRS et de la Fiducie AGF face aux transactions; et le fait que la direction doive consacrer beaucoup de temps aux questions relatives aux acquisitions.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

<sup>1</sup> Les sociétés MRS comprennent les sociétés renommées B2B Banque Services financiers inc., B2B Banque Services de valeurs mobilières inc. et B2B Banque Services aux intermédiaires inc. (B2B Banque Services de courtiers), ainsi que la Compagnie de Fiducie M.R.S., qui a été fusionnée avec B2B Trust (désormais B2B Banque) en date du 16 avril 2012.

<sup>2</sup> La Fiducie AGF a été fusionnée avec B2B Banque en date du 1<sup>er</sup> septembre 2013.

## Faits saillants

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012	VARIATION	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012	VARIATION
<b>Rentabilité</b>						
Revenu total	215 531 \$	210 396 \$	2 %	865 337 \$	796 643 \$	9 %
Résultat net	27 167 \$	45 685 \$	(41) %	124 680 \$	140 508 \$	(11) %
Résultat dilué par action	0,86 \$	1,51 \$	(43) %	3,99 \$	4,98 \$	(20) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>[1]</sup>	7,7 %	14,2 %		9,1 %	12,1 %	
Marge nette d'intérêt <sup>[1]</sup>	1,66 %	1,62 %		1,66 %	1,69 %	
Ratio d'efficacité <sup>[1]</sup>	79,3 %	78,6 %		77,1 %	75,9 %	
Levier d'exploitation <sup>[1]</sup>	(0,2)%	(2,5)%		(1,7)%	(6,1)%	
<b>Par action ordinaire</b>						
Cours de l'action						
Haut	47,15 \$	47,80 \$		47,15 \$	48,68 \$	
Bas	44,25 \$	43,77 \$		42,41 \$	40,66 \$	
Clôture	46,55 \$	44,45 \$	5 %	46,55 \$	44,45 \$	5 %
Ratio cours / résultat (quatre derniers trimestres)				11,6 x	8,9 x	
Valeur comptable <sup>[1]</sup>				44,73 \$	42,81 \$	4 %
Ratio cours / valeur comptable				104 %	104 %	
Dividendes déclarés	0,50 \$	0,47 \$	6 %	1,98 \$	1,84 \$	8 %
Rendement de l'action <sup>[1]</sup>	4,30 %	4,23 %		4,25 %	4,14 %	
Ratio du dividende versé <sup>[1]</sup>	58,0 %	31,2 %		49,6 %	37,0 %	
<b>Mesures financières ajustées</b>						
Résultat net ajusté <sup>[1]</sup>	35 220 \$	36 186 \$	(3) %	156 032 \$	140 660 \$	11 %
Résultat dilué par action ajusté <sup>[1]</sup>	1,14 \$	1,17 \$	(3) %	5,09 \$	4,98 \$	2 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté <sup>[1]</sup>	10,2 %	10,9 %		11,6 %	12,0 %	
Ratio d'efficacité ajusté <sup>[1]</sup>	74,7 %	74,4 %		72,7 %	73,1 %	
Levier d'exploitation ajusté <sup>[1]</sup>	(2,9)%	(1,9)%		0,7 %	(3,9)%	
Ratio du dividende versé ajusté <sup>[1]</sup>	43,7 %	40,2 %		38,8 %	36,9 %	
<b>Situation financière (en millions de dollars canadiens)</b>						
Actif au bilan				\$ 33 926	\$ 34 937	(3) %
Prêts et acceptations				\$ 27 229	\$ 26 781	2 %
Dépôts				\$ 23 927	\$ 24 041	— %
<b>Ratio de fonds propres réglementaires selon Bâle III – base « tout compris »<sup>[2]</sup></b>						
Catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires				7,6 %	s. o.	
Catégorie 1				9,1 %	s. o.	
Total				12,7 %	s. o.	
<b>Autres renseignements</b>						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				3 987	4 201	
Nombre de succursales				153	157	
Nombre de guichets automatiques				422	426	

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Au sens de la ligne directrice intitulée Normes de fonds propres 2013 du BSIF.

## Revue financière

Les rubriques qui suivent présentent une analyse sommaire de la situation financière de la Banque au 31 octobre 2013, ainsi que de sa performance pour le trimestre et l'exercice clos à cette date. Cette analyse doit être lue conjointement avec l'information financière non audité pour le quatrième trimestre 2013 présentée ci-après.

Les états financiers consolidés annuels audités et le rapport de gestion connexe pour l'exercice 2013 sont également disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse [www.banquelaurentienne.ca](http://www.banquelaurentienne.ca). Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse [www.banquelaurentienne.ca](http://www.banquelaurentienne.ca), et sur le site SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### Performance financière 2013

Le tableau ci-dessous présente les objectifs financiers définis par la direction pour l'exercice 2013, ainsi que la performance de la Banque pour ce même exercice. Ces objectifs financiers sont fondés sur les hypothèses présentées à la page 37 du rapport annuel 2012 de la Banque, à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque », et ne tiennent pas compte des éléments d'ajustement<sup>1</sup>.

#### OBJECTIFS FINANCIERS 2013 <sup>[1]</sup>

	OBJECTIFS DE 2013	RÉSULTATS DE 2013
Croissance des revenus	> 5 %	<b>9 %</b>
Ratio d'efficacité ajusté <sup>[1]</sup>	72,5 % à 69,5 %	<b>72,7 %</b>
Résultat net ajusté (en millions de dollars) <sup>[1]</sup>	145,0 \$ à 165,0 \$	<b>156,0 \$</b>
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté <sup>[1]</sup>	10,5 % à 12,5 %	<b>11,6 %</b>
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires – base « tout compris »	> 7,0 %	<b>7,6 %</b>

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La Banque a atteint ses objectifs en matière de croissance des revenus, de résultat net ajusté, de rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté et de ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires pour l'exercice 2013 et a réussi à enregistrer un résultat ajusté record.

La solide croissance des revenus attribuable à l'acquisition de la Fiducie AGF, ainsi qu'aux stratégies de la Banque visant à diversifier ses revenus, combinée à un contrôle rigoureux des dépenses et à la qualité du crédit toujours excellente, a contribué à une bonne performance dans l'ensemble et à l'atteinte des objectifs en matière de croissance des revenus, de fonds propres et de rentabilité. Toutefois, le ratio d'efficacité ajusté de la Banque s'est situé légèrement au-delà de la fourchette initiale ciblée, du fait, en partie, des charges de restructuration non récurrentes engagées au quatrième trimestre 2013. Compte non tenu de ces charges de 6,3 millions \$, le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 71,9 %, à l'intérieur de la fourchette visée au début de l'exercice.

<sup>1</sup> Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

## Analyse des résultats consolidés

### RÉSULTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
Revenu net d'intérêt	141 437 \$	144 549 \$	142 411 \$	568 760 \$	531 028 \$
Autres revenus	74 094	76 493	67 985	296 577	265 615
Revenu total	215 531	221 042	210 396	865 337	796 643
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	(1 006)	(1 140)	23 795	(4 426)	23 795
Provisions pour pertes sur prêts	10 000	9 000	8 000	36 000	33 000
Frais autres que d'intérêt	170 873	174 928	165 377	666 968	604 463
Résultat avant impôts sur le résultat	33 652	35 974	60 814	157 943	182 975
Impôts sur le résultat	6 485	7 690	15 129	33 263	42 467
Résultat net	27 167 \$	28 284 \$	45 685 \$	124 680 \$	140 508 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	2 637	2 520	3 273	11 749	12 768
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	24 530 \$	25 764 \$	42 412 \$	112 931 \$	127 740 \$
Résultat par action					
de base	0,86 \$	0,91 \$	1,51 \$	3,99 \$	4,98 \$
dilué	0,86 \$	0,91 \$	1,51 \$	3,99 \$	4,98 \$

### Éléments d'ajustement

La Banque a désigné certains montants comme étant des éléments d'ajustement et a ajusté les résultats selon les PCGR pour faciliter la compréhension de la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. Les éléments d'ajustement sont inclus dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque. La Banque évalue la performance sur la base des PCGR et sur une base ajustée et considère que ces deux mesures fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les résultats ajustés et les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Des commentaires sur l'utilisation et les limites de ces mesures figurent à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR ».

#### INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
<b>Incidence sur le résultat net</b>					
Résultat net comme présenté	27 167 \$	28 284 \$	45 685 \$	124 680 \$	140 508 \$
<b>Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat <sup>[1]</sup></b>					
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis					
Profit d'acquisition	—	—	(16 382)	—	(16 382)
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	744	840	400	3 264	400
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres <sup>[2]</sup>					
Frais liés à la transaction et à l'intégration des sociétés MRS	2 028	3 977	4 739	11 655	13 936
Frais liés à la transaction et à l'intégration de la Fiducie AGF	5 281	6 746	1 744	16 433	2 198
	8 053	11 563	(9 499)	31 352	152
Résultat net ajusté <sup>[1]</sup>	35 220 \$	39 847 \$	36 186 \$	156 032 \$	140 660 \$
<b>Incidence sur le résultat dilué par action</b>					
Résultat dilué par action comme présenté	0,86 \$	0,91 \$	1,51 \$	3,99 \$	4,98 \$
Éléments d'ajustement <sup>[1]</sup>	0,28	0,41	(0,34)	1,11	—
Résultat dilué par action ajusté <sup>[1][3]</sup>	1,14 \$	1,31 \$	1,17 \$	5,09 \$	4,98 \$

[1] Voir la rubrique sur les mesures non conformes aux PCGR.

[2] Également appelés frais liés aux transactions et d'intégration.

[3] L'incidence par action des éléments d'ajustement diffère en raison de l'arrondissement pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 et pour l'exercice clos le 31 octobre 2013.

**Exercice clos le 31 octobre 2013 comparativement à l'exercice clos le 31 octobre 2012**

Le résultat net a atteint 124,7 millions \$, soit un résultat dilué par action de 3,99 \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, par rapport à 140,5 millions \$, soit un résultat dilué par action de 4,98 \$, en 2012. Le résultat net ajusté a augmenté de 11 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 156,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, comparativement à 140,7 millions \$ en 2012, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 5,09 \$, par rapport à 4,98 \$ en 2012. L'augmentation du résultat net est principalement attribuable à la contribution de la Fiducie AGF pour l'exercice complet.

L'acquisition de la Fiducie AGF, au quatrième trimestre 2012, a contribué à la croissance du résultat de la Banque au cours de l'exercice 2013, alors qu'elle n'y avait contribué que pendant un seul trimestre en 2012. Puisque l'intégration des systèmes et des comptes de la Fiducie AGF est bien avancée, les résultats de la Fiducie AGF sont désormais intégrés aux résultats de B2B Banque.

**Revenu total**

Le revenu total a augmenté de 68,7 millions \$, ou 9 %, pour atteindre 865,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, comparativement à 796,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. L'augmentation découle principalement de la contribution de la Fiducie AGF pour l'exercice complet, combinée à la solide croissance des autres revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 7 %, pour atteindre 568,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, comparativement à 531,0 millions \$ pour la période correspondante de 2012. Cette augmentation s'explique surtout par le volume de prêts et de dépôts acquis dans le cadre de la transaction relative à la Fiducie AGF, qui a plus que contrebalancé l'incidence de la pression continue exercée sur la marge nette d'intérêt au cours de la période considérée, qui a diminuée de 3 points de base pour s'établir à 1,66 %.

Les autres revenus se sont élevés à 296,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en comparaison de 265,6 millions \$ pour la période correspondante de 2012, une hausse de 12 % d'un exercice à l'autre reflétant l'amélioration de toutes les sources de revenus, notamment celle des frais et commissions sur prêts et dépôts attribuable aux volumes d'affaires accrus et aux initiatives de tarification. En outre, les revenus tirés des activités de courtage ont augmenté de 5,8 millions \$, la filiale de courtage de la Banque ayant tiré parti des occasions de croissance offertes par le marché des titres à revenu fixe et du redressement des marchés boursiers par rapport à l'exercice précédent. Les revenus tirés de la vente de fonds communs de placement ont augmenté de 4,5 millions \$, ou 25 %, les efforts continus de la Banque ayant donné lieu à des ventes record de fonds communs de placement et à une croissance des actifs administrés.

**Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis**

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 4,4 millions \$. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, ce poste s'était élevé à 23,8 millions \$, incluant un profit avant impôts de 24,3 millions \$ (16,4 millions \$ après impôts sur le résultat) découlant de l'acquisition de la Fiducie AGF. Voir la note 28 des états financiers consolidés annuels pour de plus amples renseignements sur cet élément.

**Provisions pour pertes sur prêts****PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS**

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
<b>Provisions pour pertes sur prêts</b>					
Prêts personnels	\$ 10 020	\$ 6 135	\$ 7 568	\$ 31 668	\$ 25 328
Prêts hypothécaires résidentiels	1 789	4 645	1 416	8 713	3 454
Prêts hypothécaires commerciaux	(1 648)	(3 141)	(1 929)	(3 640)	1 527
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	(161)	1 361	945	(741)	2 691
	\$ 10 000	\$ 9 000	\$ 8 000	\$ 36 000	\$ 33 000
En % du portefeuille moyen de prêts et acceptations	0,15%	0,13%	0,12%	0,13%	0,14%

Les provisions pour pertes sur prêts se sont établies à 36,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, une augmentation de 3,0 millions \$, ou 9 %, par rapport à 33,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Les pertes sur prêts dans les portefeuilles de prêts personnels et de prêts hypothécaires résidentiels de la Fiducie AGF pour l'exercice complet ont contribué à l'augmentation pour ces portefeuilles. Les provisions dans les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels sont liées à la hausse des volumes de prêts et reflètent également les provisions collectives additionnelles requises à l'égard des propriétés et

des projets de développement immobilier résidentiels de taille moyenne afin de mieux refléter le profil de risque de ces prêts. Malgré la gestion prudente du niveau des provisions et la surveillance étroite des portefeuilles de prêts, certains règlements favorables et l'amélioration globale des portefeuilles de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts commerciaux ont donné lieu à un crédit net de 4,4 millions \$ dans les pertes sur prêts au cours des douze derniers mois. Ce niveau toujours très bas de pertes sur prêts reflète la qualité des portefeuilles de prêts de la Banque et le maintien des conditions de crédit favorables au Canada.

### **Frais autres que d'intérêt**

Les frais autres que d'intérêt ont totalisé 667,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, comparativement à 604,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Compte tenu des synergies découlant de l'intégration des sociétés MRS, l'augmentation des frais autres que d'intérêt ajustés de la Banque a été limitée à environ 4 %, compte non tenu des dépenses d'exploitation additionnelles liées à la Fiducie AGF. Les frais liés aux transactions et d'intégration ont augmenté de 16,2 millions \$, pour atteindre 38,2 millions \$, pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en comparaison de 22,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 30,8 millions \$, ou 10 %, par rapport à l'exercice clos le 31 octobre 2012, pour atteindre 351,4 millions \$, surtout en raison de l'augmentation de l'effectif par suite de l'acquisition de la Fiducie AGF, de la hausse régulière des salaires, des charges de restructuration de 6,3 millions \$, et de l'augmentation de la rémunération liée à la performance et des coûts des régimes de retraite. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les synergies réalisées liées à l'intégration des sociétés MRS et de la Fiducie AGF, la baisse des coûts d'assurance collective et les économies découlant de la restructuration des activités bancaires de détail en 2012.

Les frais d'occupation de locaux et technologie, qui ont totalisé 171,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, ont augmenté de 18,4 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 octobre 2012, du fait essentiellement des coûts de location et de TI liés aux activités de la Fiducie AGF et des coûts de location plus élevés liés à la superficie en pieds carrés additionnelle des locaux loués pour les équipes de projets des TI. L'accroissement des coûts de TI découlant de la croissance continue des activités et la hausse de la charge d'amortissement liée à l'achèvement de projets de développement des TI importants, y compris une perte de valeur de 1,6 million \$ au titre des projets de développement des TI abandonnés, ont également contribué à cette augmentation.

Les autres frais autres que d'intérêt ont diminué de 2,9 millions \$, pour s'établir à 106,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, comparativement à 108,9 millions \$ pour la période correspondante de 2012. La diminution est principalement attribuable à la baisse des taxes pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, ainsi qu'aux synergies de coûts réalisées et au contrôle global des autres dépenses, contrebalancés en partie par les autres frais autres que d'intérêt de la Fiducie AGF engagés pendant neuf mois additionnels. Les frais pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 comprenaient les charges d'impartition des sociétés MRS engagées avant leur intégration à B2B Banque en 2012.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 ont totalisé 38,2 millions \$ et avaient surtout trait aux coûts de conversion des systèmes de TI, aux coûts de relocalisation des employés, aux salaires, aux honoraires professionnels et aux autres frais liés à l'intégration de la Fiducie AGF et des sociétés MRS. Le processus d'intégration progresse comme prévu et devrait être complété en 2014.

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 72,7 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, par rapport à 73,1 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Sur la même base ajustée et malgré des coûts de restructuration plus élevés en 2013, le levier d'exploitation a été légèrement positif d'un exercice à l'autre, l'ajout de la Fiducie AGF et l'augmentation des autres revenus, combinés aux mesures continues de contrôle des coûts visant à ralentir la croissance des dépenses, ayant plus que compensé l'incidence de la compression des marges.

### **Impôts sur le résultat**

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, les impôts sur le résultat se sont élevés à 33,3 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,1 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance à l'étranger. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, les impôts sur le résultat s'étaient élevés à 42,5 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'était établi à 23,2 %. En comparaison de l'exercice précédent, la baisse du taux d'impôt sur le résultat pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 reflète le niveau relativement plus bas des revenus tirés des activités canadiennes assujetties à un taux d'impôt plus élevé, compte tenu du profit d'acquisition de la Fiducie AGF en 2012.

### **Trimestre clos le 31 octobre 2013 comparativement au trimestre clos le 31 octobre 2012**

Le résultat net a totalisé 27,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,86 \$, pour le quatrième trimestre 2013, par rapport à 45,7 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,51 \$, pour la période correspondante de 2012. Le résultat net ajusté a diminué de 3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 35,2 millions \$ pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2013, comparativement à 36,2 millions \$ en 2012, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 1,14 \$, par rapport à 1,17 \$ en 2012. Notamment, le résultat net du quatrième trimestre 2013 a subi l'incidence négative de charges de restructuration non récurrentes de 6,3 millions \$ avant impôts sur le résultat (4,6 millions \$ après impôts sur le résultat), ou 0,16 \$ sur une base diluée par action, liées à l'optimisation de certaines activités.

#### **Revenu total**

Le revenu total a augmenté de 5,1 millions \$, ou 2 %, pour atteindre 215,5 millions \$ au quatrième trimestre 2013, comparativement à 210,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 1,0 million \$, pour s'établir à 141,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2013, par rapport à 142,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012, du fait essentiellement du niveau plus faible de prêts personnels à marge plus élevée, compensé en partie par la légère amélioration des marges. Comparativement au quatrième trimestre 2012, les marges ont augmenté de 4 points de base, pour s'établir à 1,66 % au quatrième trimestre 2013. La diminution des liquidités à rendement plus faible par rapport à il y a un an et l'arrivée à échéance de passifs de titrisation à coupon élevé sont les principaux facteurs ayant contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont plus que contrebalancé les marges réduites des prêts et des dépôts attribuables à la retarification des prêts et des dépôts venus à échéance dans le contexte de très faibles taux d'intérêt.

Les autres revenus ont totalisé 74,1 millions \$ au quatrième trimestre 2013, comparativement à 68,0 millions \$ au quatrième trimestre 2012, une augmentation de 6,1 millions \$, ou 9 %, qui reflète la meilleure performance de la plupart des sources de revenus. Au cours du trimestre, les frais et les commissions sur prêts et dépôts ont été avantageés par l'activité accrue et par les pénalités sur des remboursements anticipés de prêts hypothécaires commerciaux de 2,0 millions \$. La solidité continue des revenus tirés des ventes de fonds communs de placement ainsi que la hausse des revenus tirés des comptes d'investissement ont également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de trésorerie et de marchés financiers par suite de la diminution des profits nets réalisés lors de la vente de valeurs mobilières au cours du trimestre, en comparaison à il y a un an.

#### **Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis**

Pour le quatrième trimestre 2013, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 1,0 million \$. Pour le quatrième trimestre 2012, ce poste s'était élevé à 23,8 millions \$, incluant un profit avant impôts de 24,3 millions \$ (16,4 millions \$ après impôts sur le résultat) découlant de l'acquisition de la Fiducie AGF. Voir la note 28 des états financiers consolidés annuels pour de plus amples renseignements sur cet élément.

#### **Provisions pour pertes sur prêts**

Les provisions pour pertes sur prêts ont augmenté de 2,0 millions \$, passant de 8,0 millions \$ au quatrième trimestre 2012 à 10,0 millions \$ au quatrième trimestre 2013. Bien que très basses, les provisions pour pertes sur prêts demeurent cohérentes avec l'approche prudente continue de la Banque en matière de provisions pour pertes sur prêts, mais reflètent néanmoins la qualité globale sous-jacente des portefeuilles de prêts de la Banque. L'augmentation de 2,5 millions \$ des provisions pour pertes sur prêts personnels par rapport au quatrième trimestre 2012 découle essentiellement des provisions collectives additionnelles à l'égard des portefeuilles de la Fiducie AGF. Les pertes sur prêts hypothécaires résidentiels ont enregistré une légère hausse de 0,4 million \$ d'un exercice à l'autre. En outre, au quatrième trimestre 2013, des règlements favorables et l'amélioration généralisée ont donné lieu à un crédit net de 1,8 million \$ dans les pertes sur prêts des portefeuilles de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts commerciaux.

#### **Frais autres que d'intérêt**

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5,5 millions \$, pour atteindre 170,9 millions \$, au quatrième trimestre 2013, par rapport à 165,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2012. Cette augmentation découlait principalement de certaines charges ponctuelles engagées au quatrième trimestre 2013, comme il est précisé ci-après.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 2,0 millions \$, ou 2 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre 2012, pour atteindre 89,1 millions \$ au quatrième trimestre 2013. Au quatrième trimestre 2013, les salaires comprenaient des charges de restructuration de 6,3 millions \$ liées à l'optimisation de certaines activités, par rapport à une charge correspondante mais non liée de 2,5 millions \$ au quatrième trimestre 2012. La hausse des coûts des régimes de retraite a également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des provisions pour la

rémunération liée à la performance au quatrième trimestre 2013 et par des économies liées aux programmes d'assurance collective pour lesquels la Banque est coassureur du risque.

Les frais d'occupation de locaux et technologie ont augmenté de 6,2 millions \$, ou 16 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre 2012, pour atteindre 45,3 millions \$, du fait surtout des coûts de TI plus importants associés à la croissance continue des affaires, y compris les dépenses des sociétés MRS intégrées, les dépenses périodiques en appui à la réalisation de certains projets et la charge d'amortissement plus élevée liée aux projets de développement des TI achevés. La hausse des coûts de location liée à la superficie en pieds carrés additionnelle des locaux loués pour les équipes de projets des TI a également contribué à cette augmentation.

Les autres frais autres que d'intérêt ont diminué de 3,8 millions \$, pour s'établir à 26,5 millions \$ au quatrième trimestre 2013, par rapport à 30,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012. La diminution s'explique surtout par la baisse des taxes, des honoraires professionnels et des frais de publicité par rapport à ceux de l'exercice précédent, la Banque ayant continué d'exercer un contrôle rigoureux des coûts dans un contexte de ralentissement de la croissance du revenu d'intérêt. Au quatrième trimestre 2012, les charges comprenaient également des frais de publicité non récurrents liés à la conversion de B2B Trust en B2B Banque.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour le quatrième trimestre 2013 ont totalisé 10,0 millions \$ et avaient surtout trait aux coûts de conversion des systèmes de TI, aux coûts de relocalisation des employés, aux salaires, aux honoraires professionnels et à d'autres charges, comme il a été mentionné précédemment.

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 74,7 % au quatrième trimestre 2013, par rapport à 74,4 % au quatrième trimestre 2012. Compte non tenu des charges de restructuration de 6,3 millions \$ engagées au quatrième trimestre 2013, le ratio d'efficacité ajusté a été de 71,7 %. Sur la même base, la Banque a généré un levier d'exploitation positif de plus de 2 % d'un exercice à l'autre, du fait principalement de l'augmentation des autres revenus, des synergies découlant du processus d'intégration et des initiatives continues de contrôle des coûts de la Banque. Comme ces mesures le suggèrent, des efforts considérables sont déployés pour rationaliser les activités. Toutefois, la direction continue de s'engager à assurer la croissance et à investir dans des initiatives stratégiques dans chacun de ses secteurs d'activité.

### **Impôts sur le résultat**

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2013, les impôts sur le résultat se sont élevés à 6,5 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 19,3 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance à l'étranger. Pour le trimestre clos le 31 octobre 2012, les impôts sur le résultat s'étaient élevés à 15,1 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'était établi à 24,9 %. D'un exercice à l'autre, la baisse du taux d'impôt sur le résultat pour le quatrième trimestre clos le 31 octobre 2013 résulte du niveau relativement plus élevé des revenus de dividendes non imposables et du niveau relativement plus faible du revenu imposable au Canada compte tenu du produit tiré de l'acquisition de la Fiducie AGF au cours du trimestre clos le 31 octobre 2012.

### ***Trimestre clos le 31 octobre 2013 comparativement au trimestre clos le 31 juillet 2013***

Le résultat net a totalisé 27,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,86 \$, pour le quatrième trimestre 2013, par rapport à 28,3 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,91 \$, pour le troisième trimestre 2013. Le résultat net ajusté a atteint 35,2 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,14 \$, par rapport à 39,8 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,31 \$, pour le troisième trimestre 2013.

Le revenu total a diminué pour s'établir à 215,5 millions \$ au quatrième trimestre 2013, comparativement à 221,0 millions \$ pour le trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt a diminué séquentiellement de 3,1 millions \$, pour s'établir à 141,4 millions \$ au quatrième trimestre 2013, la marge nette d'intérêt ayant reculé de 2 points de base pour passer de 1,68 % au troisième trimestre 2013 à 1,66 % au quatrième trimestre 2013. La diminution séquentielle de la marge nette d'intérêt découlait principalement des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts hypothécaires résidentiels qui, en raison de leur caractère saisonnier, ont été plus faibles, compensées en partie par l'arrivée à échéance de passifs de titrisation à coupon élevé au milieu du troisième trimestre. Les marges sur les prêts et dépôts se sont stabilisées séquentiellement, signe de l'incidence moins importante de la retarification des prêts et dépôts dans le contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt.

Les autres revenus ont diminué de 2,4 millions \$ séquentiellement, en grande partie en raison de la diminution des revenus de trésorerie et de marchés financiers, après la performance particulièrement solide dégagée par les activités de trésorerie au troisième trimestre 2013. La baisse a été partiellement compensée par les pénalités sur les remboursements anticipés des prêts hypothécaires commerciaux de 2,0 millions \$.

Au quatrième trimestre 2013, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 1,0 million \$,

comparativement à une charge de 1,1 million \$ pour le trimestre précédent. Voir la note 28 des états financiers consolidés annuels pour de plus amples renseignements sur cet élément.

Les provisions pour pertes sur prêts sont demeurées basses, à 10,0 millions \$, au quatrième trimestre 2013, par rapport à 9,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2013, reflet de l'excellente qualité continue du portefeuille. La hausse séquentielle est principalement attribuable à l'augmentation des provisions requises à l'égard des prêts personnels de la Fiducie AGF. Au troisième trimestre 2013, la Banque avait également tiré parti d'un règlement favorable de 3,5 millions \$ relatif à un seul prêt hypothécaire commercial, tandis que des règlements favorables et une amélioration généralisée ont donné lieu à un crédit net additionnel de 1,8 million \$ dans les pertes sur prêts des portefeuilles de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts commerciaux au quatrième trimestre 2013.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 170,9 millions \$ au quatrième trimestre 2013, comparativement à 174,9 millions \$ au troisième trimestre 2013. Les frais liés aux transactions et d'intégration ont diminué pour s'établir à 10,0 millions \$ au quatrième trimestre 2013, par rapport à 14,6 millions \$ au troisième trimestre 2013. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration et des charges de restructuration de 6,3 millions \$ engagées au quatrième trimestre 2013, les frais autres que d'intérêt ont diminué séquentiellement de 4 %, la Banque ayant continué de contrôler rigoureusement ses coûts dans un contexte de croissance plus limitée du revenu net d'intérêt.

## Situation financière

### BILAN RÉSUMÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 OCTOBRE 2013	AU 31 OCTOBRE 2012
<b>ACTIF</b>		
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	208 838 \$	571 043 \$
Valeurs mobilières	4 480 525	6 142 961
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	1 218 255	631 202
Prêts et acceptations, montant net	27 113 107	26 663 337
Autres actifs	904 955	928 283
	<b>33 925 680 \$</b>	<b>34 936 826 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
Dépôts	23 927 350 \$	24 041 443 \$
Autres passifs	3 091 150	2 873 563
Dette liée aux activités de titrisation	4 974 714	6 037 097
Dette subordonnée	445 473	443 594
Capitaux propres	1 486 993	1 541 129
	<b>33 925 680 \$</b>	<b>34 936 826 \$</b>

L'actif au bilan s'élevait à 33,9 milliards \$ au 31 octobre 2013, en baisse de 1,0 milliard \$, ou 3 %, par rapport à la clôture de l'exercice 2012. Cette baisse découle essentiellement du niveau plus faible des liquidités détenues par la Banque et de l'échéance d'une portion de la dette liée aux activités de titrisation, alors que la croissance des prêts s'est poursuivie.

### Liquidités

Les liquidités, y compris la trésorerie, les dépôts auprès d'autres banques, les valeurs mobilières et les valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont totalisé 5,9 milliards \$ au 31 octobre 2013, une baisse de 1,4 milliard \$ comparativement au niveau relativement élevé au 31 octobre 2012. Cette baisse découle principalement d'une diminution des actifs de remplacement à rendement moins élevé qui ont été affectés au remboursement, au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, d'une portion de la dette liée aux activités de titrisation venue à échéance d'un montant de 1,6 milliard \$. En outre, la Banque a réduit le niveau global des liquidités au cours des douze derniers mois pour financer la croissance du volume des prêts. En 2012, les liquidités relativement plus importantes étaient attribuables à l'acquisition de la Fiducie AGF, ainsi qu'à l'émission, par la Banque, d'instruments de fonds propres avant la mise en œuvre initiale de Bâle III le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Par conséquent, les liquidités, qui ont été relativement moins élevées, ont diminué pour s'établir à 17 % de l'actif total, en comparaison de 21 % au 31 octobre 2012. Dans l'ensemble, la Banque continue de maintenir des sources de financement diversifiées, de gérer avec prudence le niveau de ses liquidités et de détenir des liquidités suffisantes pour respecter ses obligations financières actuelles et futures, dans des conditions tant normales qu'exceptionnelles.

## Prêts

Les prêts et les acceptations bancaires, déduction faite des provisions cumulatives, se sont établis à 27,1 milliards \$ au 31 octobre 2013, en hausse de 0,4 milliard \$, ou 2 %, par rapport au 31 octobre 2012. L'accroissement des portefeuilles de prêts de la Banque a été stimulé par la solide croissance interne des portefeuilles de prêts commerciaux à marge plus élevée, tandis que les prêts de détail ont légèrement augmenté. Les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 397,1 millions \$, ou 17 %, depuis le 31 octobre 2012, la Banque ayant tiré parti de la demande accrue de la part de ses clients commerciaux, tandis que l'augmentation des prêts hypothécaires commerciaux a été partiellement contrebalancée par la vente de prêts de 94,7 millions \$ au cours du deuxième trimestre 2013. Les prêts personnels ont diminué de 560,6 millions \$ depuis le 31 octobre 2012, reflétant principalement la perte de clientèle dans les portefeuilles acquis et des prêts de financement aux points de vente et la demande plus faible pour les autres prêts personnels à une période où les consommateurs poursuivent leur processus de désendettement. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 566,1 millions \$, ou 4 %, depuis le 31 octobre 2012, reflétant une demande moins soutenue par rapport à il y a un an, imputable en partie au resserrement des règles régissant les prêts hypothécaires du gouvernement fédéral qui sont entrées en vigueur au cours du deuxième semestre 2012.

## Dépôts

Les dépôts des particuliers ont légèrement diminué pour s'établir à 19,3 milliards \$ au 31 octobre 2013, en comparaison de 19,4 milliards \$ au 31 octobre 2012, ce qui s'explique par la croissance plus modérée des portefeuilles de prêts. Les dépôts d'entreprises et autres, qui comprennent les dépôts institutionnels, ont également légèrement baissé depuis le 31 octobre 2012, pour s'établir à 4,6 milliards \$ au 31 octobre 2013. La Banque continue toutefois de maintenir des sources de financement diversifiées et de gérer activement ses niveaux de liquidités. À ce titre, la Banque a tiré parti des conditions de marché favorables et a mobilisé 200,0 millions \$ en billets de dépôt de premier rang de cinq ans au deuxième trimestre 2013 et un montant additionnel de 275,0 millions \$ en billets de dépôt de premier rang de cinq ans au quatrième trimestre 2013. Par ailleurs, pour faire face aux exigences réglementaires futures en matière de liquidités, la Banque continue de concentrer ses efforts sur la collecte de dépôts de particuliers et de maintenir une base de financement de détail solide. Les dépôts personnels représentaient 81 % du total des dépôts au 31 octobre 2013, un niveau inchangé par rapport à il y a un an.

## Autres passifs

La dette liée aux activités de titrisation a diminué d'un montant net de 1,1 milliard \$ par rapport au 31 octobre 2012 et s'est établie à 5,0 milliards \$ au 31 octobre 2013, en raison principalement de l'échéance de quatre émissions à coupon plus élevé. Depuis le début de l'exercice, la Banque s'est également financée en titrisant de nouveaux prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 1,2 milliard \$, dont une tranche de 738,5 millions \$ a été vendue par la Banque dans le cadre de l'émission de nouvelles obligations hypothécaires du Canada et une tranche de 416,2 millions \$ a été vendue à titre d'actifs de remplacement dans des structures de titrisation existantes. La dette subordonnée était de 445,5 millions \$ au 31 octobre 2013, soit relativement au même niveau qu'au 31 octobre 2012.

## Capitaux propres

Les capitaux propres se sont établis à 1 487,0 millions \$ au 31 octobre 2013, comparativement à 1 541,1 millions \$ au 31 octobre 2012. Cette diminution découle principalement du rachat des actions privilégiées de catégorie A, série 9, pour un montant de 100 millions \$, en partie contrebalancé par les fonds propres générés en interne ainsi que par l'émission de 384 892 nouvelles actions ordinaires en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions et de 30 000 nouvelles actions ordinaires en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Le cumul des autres éléments du résultat global a baissé de 28,7 millions \$ par rapport à il y a un an, du fait essentiellement des profits différés sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie qui ont été comptabilisés en résultat. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, compte non tenu du cumul des autres éléments du résultat global, a augmenté et s'établissait à 44,73 \$ au 31 octobre 2013, comparativement à 42,81 \$ au 31 octobre 2012. Au 9 décembre 2013, 28 532 569 actions ordinaires et 20 000 options d'achat d'actions étaient en circulation.

## Évaluation de la performance en 2014

Le tableau qui suit présente les objectifs de la Banque pour 2014.

### OBJECTIFS FINANCIERS 2014 <sup>[1]</sup>

	RÉSULTATS DE 2013 <sup>[2]</sup>	OBJECTIFS DE 2014 <sup>[3]</sup>
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté <sup>[1]</sup>	11,6%	10,5 % à 12,5 %
Résultat net ajusté (en millions de dollars) <sup>[1]</sup>	\$156,0	145,0 \$ à 165,0 \$
Ratio d'efficacité ajusté <sup>[1]</sup>	72,7%	72,5 % à 69,5 %
Levier d'exploitation ajusté <sup>[1]</sup>	0,7%	Positif
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires – base « tout compris »	7,6%	> 7,0%

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] En 2014, les résultats comparatifs de 2013 tiendront compte de l'incidence de l'adoption de l'IAS 19 modifiée, qui devrait réduire d'environ 5,3 millions \$ le résultat net ajusté présenté dans le tableau.

[3] Les objectifs pour 2014 doivent être lus avec les paragraphes suivants sur les hypothèses clés.

Au cours des derniers exercices, la Banque a sans cesse amélioré sa rentabilité et a considérablement accru la taille de ses activités. La direction demeure engagée à assurer la croissance rentable. La Banque consolidera davantage ces améliorations à l'amorce de 2014.

Le contexte persistant de taux d'intérêt très bas et de désendettement des consommateurs constitue un défi et devrait freiner temporairement la croissance du revenu net d'intérêt. La croissance anticipée des coûts imputable à la hausse des coûts des régimes de retraite et aux investissements continus qui seront réalisés en 2014 relativement aux initiatives stratégiques et aux exigences réglementaires devrait également, à court terme, exercer des pressions sur les dépenses. Pour contrebalancer l'incidence de ces éléments prévus en 2014, la Banque mettra l'accent sur la distribution de produits à marge plus élevée principalement par l'intermédiaire de ses activités commerciales et continuera de se concentrer sur la croissance des revenus tirés de sources non sensibles aux taux d'intérêt. En outre, le contrôle rigoureux et continu des coûts et la réalisation des synergies restantes découlant des entreprises acquises devraient contribuer à contenir les dépenses et à la réalisation d'un levier d'exploitation.

### Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque

Les hypothèses suivantes représentent les éléments les plus importants qui ont été pris en considération dans l'élaboration des priorités stratégiques et des objectifs financiers de la Banque. Les objectifs de la Banque ne constituent pas une ligne directrice et sont fondés sur certaines hypothèses clés relatives à la planification. D'autres facteurs, comme ceux qui figurent à la rubrique « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » et à la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques » du rapport de gestion annuel pourraient également faire en sorte que les résultats futurs diffèrent sensiblement de ces objectifs.

Compte tenu du contexte décrit précédemment, la direction est d'avis que ses perspectives financières pour 2014 reposeront sur les facteurs suivants :

- Maintien d'une bonne croissance interne, stimulée par les activités commerciales à marge plus élevée
- Légère réduction des portefeuilles de prêts à l'investissement, les consommateurs poursuivant leur processus de désendettement
- Stabilité des marges par rapport au niveau enregistré à la fin de l'exercice 2013
- Maintien des stratégies visant la croissance et la diversification des autres revenus
- Retour progressif à la normale des provisions pour pertes sur prêts par rapport aux bas niveaux de 2013
- Stabilité relative du marché de l'habitation
- Stabilité du contexte de taux d'intérêt
- Contrôle strict des dépenses, sous le niveau du taux d'inflation, malgré l'augmentation anticipée des coûts des régimes de retraite attribuable aux modifications de méthodes comptables
- Achèvement de l'intégration des sociétés MRS et de la Fiducie AGF en 2014, alors que d'autres synergies de coûts devraient être pleinement réalisées au deuxième semestre 2014

Ces objectifs ne tiennent pas compte des frais d'intégration liés aux acquisitions et de l'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis prévus ni des variations potentielles de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition.

## Perspectives à moyen terme après 2014

À moyen terme, la Banque prévoit que, même dans le contexte actuel des taux d'intérêt, la pression sur sa marge nette d'intérêt devrait diminuer et, éventuellement, s'inverser, la Banque continuant de cibler davantage la croissance des produits à marge plus élevée. Le lancement récent des activités de crédit-bail de la Banque, combiné à l'accroissement de la gamme de prêts hypothécaires Alt-A offerts par l'entremise de B2B Banque, s'aligne directement sur cette stratégie. De plus, une fois le processus d'intégration achevé, la direction de B2B Banque réorientera ses efforts vers l'optimisation du potentiel de revenus.

En outre, la Banque a une vision stratégique à moyen terme, qui est la suivante :

- Faire croître B2B Banque pour en faire la banque dominante pour la communauté des conseillers financiers au Canada
- Accroître sa présence dans les services bancaires commerciaux, grâce à une offre ciblée de produits, comme le crédit-bail, ainsi qu'à d'autres solutions bancaires visant des créneaux de marché
- Poursuivre le développement de son offre virtuelle
- Accroître la présence de la Banque à l'échelle du Canada
- Mettre en œuvre l'approche fondée sur les notations internes avancée et optimiser ses fonds propres réglementaires

Ces objectifs stratégiques se traduisent par les objectifs financiers à moyen terme suivants :

- Accroître le résultat net par action de 5 % à 10 % d'un exercice à l'autre
- Ramener graduellement le ratio d'efficacité sous la barre des 68 %
- Générer un levier d'exploitation positif
- Maintenir des ratios de fonds propres solides supérieurs aux exigences réglementaires

## Gestion du capital

### Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) qui découlent du cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). En janvier 2013, la Banque a adopté la nouvelle ligne directrice sur les normes de fonds propres (la ligne directrice NFP) du BSIF fondée sur les lignes directrices sur les fonds propres du CBCB publiées initialement en décembre 2010, que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. En vertu de ce nouveau cadre normatif, les fonds propres de catégorie 1, qui constituent la forme de fonds propres la plus permanente et la plus subordonnée, doivent être composés principalement d'actions ordinaires. Les fonds propres de catégorie 1 se composent désormais de deux composantes : les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et les autres éléments de fonds propres de catégorie 1, pour assurer que l'exposition au risque est adossée à des fonds propres de grande qualité et pour garantir la transparence. Les fonds propres de catégorie 2 comprennent des fonds propres complémentaires et continueront de contribuer à la solidité globale d'une institution financière sur une base de permanence.

La ligne directrice NFP établit les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres à respectivement 3,5 %, 4,5 % et 8,0 % pour 2013. Ces ratios tiennent compte de l'application progressive de certains ajustements réglementaires pour la période comprise entre 2013 et 2019 et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles pour la période comprise entre 2013 et 2022 (la base « transitoire »). À compter de 2014, la ligne directrice NFP prévoit également l'augmentation chaque année des ratios minimums de fonds propres, qui atteindront 7,0 %, 8,5 % et 10,5 % en 2019, y compris une réserve de conservation des fonds propres.

Dans la ligne directrice NFP, le BSIF a indiqué qu'il s'attendait à ce que les institutions de dépôts atteignent des ratios cibles de fonds propres sans prise en compte des dispositions transitoires au moins équivalents à la somme des ratios minimums de 2019 et de la réserve de conservation (la base « tout compris ») tôt au cours de la période de transition, y compris un ratio cible minimum de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 7,0 % à partir du premier trimestre 2013. Voir le rapport de gestion de 2013 pour des renseignements supplémentaires sur cet élément.

Comme l'indique le tableau ci-après, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio total des fonds propres, sur une base « tout compris », s'établissaient respectivement à 7,6 %, 9,1 % et 12,7 % au 31 octobre 2013. Ces ratios respectent l'ensemble des exigences minimales actuelles.

## FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

En milliers de dollars canadiens, sauf les données en pourcentages (non audité)	Bâle III <sup>[1]</sup>		Bâle II <sup>[2]</sup>
	AU 31 OCTOBRE 2013	AU 31 JUILLET 2013	AU 31 OCTOBRE 2012
<b>Fonds propres réglementaires</b>			
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (A)	1 017 659 \$	1 013 588 \$	s. o.
Fonds propres de catégorie 1 (B)	1 222 863 \$	1 218 734 \$	1 460 253 \$
Total des fonds propres (C)	1 694 167 \$	1 701 438 \$	1 974 060 \$
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques (D) <sup>[3]</sup></b>	<b>13 379 834 \$</b>	<b>13 471 849 \$</b>	<b>13 436 433 \$</b>
<b>Ratios des fonds propres réglementaires</b>			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (A/D)	7,6%	7,5%	s. o.
Ratio des fonds propres de catégorie 1 (B/D)	9,1%	9,0%	10,9 %
Ratio total des fonds propres (C/D)	12,7%	12,6%	14,7 %

[1] Les montants sont présentés selon la base « tout compris ».

[2] Les montants sont présentés selon Bâle II comme déposés auprès du BSIF.

[3] Calculé au moyen de la méthode standard pour évaluer les exigences de fonds propres afférentes au risque de crédit et au risque opérationnel.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a augmenté de 0,1 %, pour passer de 7,5 % au 31 juillet 2013 à 7,6 % au 31 octobre 2013. L'augmentation est principalement attribuable aux initiatives visant à gérer l'actif pondéré en fonction des risques ainsi qu'à la diminution du portefeuille de prêts personnels.

Au cours des deux derniers exercices, la Banque a investi pour élaborer l'approche fondée sur les notations internes avancée aux fins du calcul de l'actif pondéré en fonction des risques et pour s'éloigner de la méthode standard, plus pénalisante. La mise en œuvre devait avoir lieu au cours de la période allant de 2015 à 2018 et comprendre deux phases. Toutefois, en raison de l'incertitude grandissante et des débats suscités partout dans le monde à l'égard d'une approche plus sensible aux risques, plus simple et plus comparable, la direction a décidé de ralentir la mise en œuvre de l'approche fondée sur les notations internes avancée et de terminer le projet en 2018 en une seule phase.

### Incidence de l'adoption des modifications à la comptabilisation des avantages du personnel sur les fonds propres réglementaires

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2013, la Banque a adopté la version modifiée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Les modifications éliminent l'option de différer la comptabilisation des profits et des pertes découlant des régimes à prestations définies, connue comme la « méthode du corridor », que la Banque a utilisée par le passé, et exigent que les réévaluations soient comptabilisées dans les capitaux propres. L'adoption de cette norme réduira les capitaux propres d'environ 53,6 millions \$ au 1<sup>er</sup> novembre 2013, et sur une base pro forma, aurait réduit le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires au 31 octobre 2013 d'environ 0,2 %, pour s'établir à 7,4 %. Dans le but de se préparer en vue de ces modifications, la Banque a pris des mesures proactives pour réduire la volatilité associée à ces réévaluations et aux changements des hypothèses futures fondées sur le marché afin de maintenir une solide position en matière de fonds propres à l'avenir.

### Évolution de la réglementation en matière de liquidités

En décembre 2010, le CBCB a publié le document intitulé *Bâle III : dispositif international de mesure, normalisation et surveillance du risque de liquidité*, qui décrit deux nouvelles exigences en matière de liquidité qui s'ajoutent aux mesures supplémentaires relatives à la présentation. Ce document stipule que le ratio de liquidité à court terme (LCR) et le ratio de liquidité à long terme net (NSFR) deviendront les normes réglementaires minimales à compter respectivement de janvier 2015 et janvier 2018. D'autres mises à jour sur les outils de suivi du LCR et du risque de liquidité ont été publiées en janvier 2013. En avril 2013, le CBCB a publié de nouvelles lignes directrices sur la gestion des liquidités intrajournalières.

En novembre 2013, le BSIF a publié un projet de ligne directrice exhaustive de portée nationale qui tient compte des normes de liquidité et des outils de suivi du CBCB susmentionnés et a officialisé l'utilisation de l'outil de surveillance des flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF). Cette ligne directrice permettra d'assurer la bonne application de la ligne directrice sur les normes de liquidité de Bâle par les institutions conformément aux exigences du BSIF. La ligne directrice sera parachevée en 2014 et les chapitres sur le LCR, les NCCF et les outils de suivi des liquidités entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015. La date de mise en œuvre des outils de gestion des liquidités intrajournalières et du NSFR et des éclaircissements en la matière n'a pas encore été déterminée, mais ne sera pas avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Il est actuellement encore trop tôt pour évaluer l'incidence définitive de ces propositions sur les exigences relatives aux liquidités, étant donné que certains aspects de ces propositions ne sont toujours pas finalisés tant à l'échelle internationale (CBCB) qu'à l'échelle nationale (BSIF) et que les propositions sont susceptibles d'être encore modifiées avant l'entrée en vigueur des règlements définitifs. Quoi qu'il en soit, la Banque analyse actuellement les écarts

entre les exigences actuelles en matière de liquidités et les nouvelles exigences en matière de données et de production de rapports sur les liquidités.

## Dividendes

Le 6 novembre 2013, le conseil d'administration a déclaré des dividendes sur les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 9 décembre 2013. À sa réunion du 11 décembre 2013, compte tenu des progrès continus réalisés par la Banque au chapitre de la rentabilité et de la confiance du conseil dans l'avenir de la Banque, le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,01 \$ par action du dividende trimestriel et a déclaré un dividende de 0,51 \$ par action ordinaire, payable le 1<sup>er</sup> février 2014 aux actionnaires inscrits en date du 2 janvier 2014.

### DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ

En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES			
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011	31 OCTOBRE 2010
Dividendes déclarés par action ordinaire	<b>0,50 \$</b>	0,50 \$	0,47 \$	<b>1,98 \$</b>	1,84 \$	1,62 \$	1,44 \$
Ratio du dividende versé <sup>[1] [2]</sup>	<b>58,0 %</b>	55,0 %	31,2 %	<b>49,6 %</b>	37,0 %	34,8 %	31,1 %
Ratio du dividende versé ajusté <sup>[1] [2]</sup>	<b>43,7 %</b>	38,0 %	40,2 %	<b>38,8 %</b>	36,9 %	32,9 %	31,1 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Le montant pour 2010 est présenté selon les PCGR du Canada antérieurs.

## Information sectorielle

Cette section fournit un aperçu des activités de la Banque, selon sa structure organisationnelle en vigueur en 2013. Au cours de l'exercice, les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels ont été offerts par l'intermédiaire des secteurs d'activité présentés dans le tableau ci-après.

- Particuliers et PME-Québec
- Immobilier et Commercial
- B2B Banque
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux
- Autres

### Particuliers et PME-Québec

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
Revenu net d'intérêt	<b>76 031 \$</b>	77 799 \$	75 792 \$	<b>303 375 \$</b>	310 776 \$
Autres revenus	<b>39 126</b>	40 897	35 234	<b>153 719</b>	135 121
Revenu total	<b>115 157</b>	118 696	111 026	<b>457 094</b>	445 897
Provisions pour pertes sur prêts	<b>6 599</b>	8 349	6 433	<b>26 938</b>	23 978
Frais autres que d'intérêt	<b>98 093</b>	96 984	93 359	<b>381 444</b>	366 994
Résultat avant impôts sur le résultat	<b>10 465</b>	13 363	11 234	<b>48 712</b>	54 925
Impôts sur le résultat	<b>1 699</b>	2 339	1 941	<b>8 050</b>	11 018
Résultat net	<b>8 766 \$</b>	11 024 \$	9 293 \$	<b>40 662 \$</b>	43 907 \$
Ratio d'efficacité <sup>[1]</sup>	<b>85,2 %</b>	81,7 %	84,1 %	<b>83,4 %</b>	82,3 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

### Exercice clos le 31 octobre 2013

La contribution du secteur d'activité Particuliers et PME-Québec au résultat net a été de 40,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 par rapport à 43,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Le revenu total a augmenté de 11,2 millions \$ pour passer de 445,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 à 457,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, par suite de la forte croissance des autres revenus. Le revenu net d'intérêt

a diminué de 7,4 millions \$, la croissance des volumes de prêts et dépôts d'un exercice à l'autre n'ayant pas entièrement contrebalancé des marges plus faibles découlant de la retarification des prêts et dépôts dans un contexte persistant de très faibles taux d'intérêt. Les autres revenus ont augmenté de 14 % pour passer de 135,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 à 153,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en raison de l'amélioration de la performance de toutes les sources de revenus. Cette amélioration d'un exercice à l'autre est attribuable à la hausse des frais sur les dépôts, à l'augmentation des revenus tirés de la vente de fonds communs de placement reflétant des ventes records et au redressement des marchés boursiers par rapport à il y a un an, ainsi qu'à la hausse des revenus tirés des services de cartes et des revenus d'assurance crédit.

Les pertes sur prêts ont augmenté, pour passer de 24,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 à 26,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, ce qui est conforme à l'accroissement des volumes de prêts et découle des provisions collectives additionnelles pour pertes requises à l'égard des propriétés et des projets de développement immobilier résidentiels de taille moyenne afin de mieux refléter le profil de risque de ces prêts. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 14,5 millions \$, ou 4 %, passant de 367,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 à 381,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. L'augmentation est principalement attribuable aux coûts des régimes de retraite, aux charges de restructuration ainsi qu'aux frais d'occupation de locaux et technologie, tous plus élevés, qui ont été en partie contrebalancés par les économies découlant de la restructuration des activités bancaires de détail en 2012.

Le ratio d'efficacité s'est établi à 83,4 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, par rapport à 82,3 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Malgré la solide croissance des autres revenus et l'accent accru mis sur le contrôle des coûts, l'incidence du contexte prolongé de très faibles taux d'intérêt continue de peser sur le ratio d'efficacité du secteur. La direction demeure toutefois engagée à assurer la croissance continue des revenus, et des efforts considérables sont déployés pour rationaliser les activités. Notamment, en octobre, la Banque a optimisé certains processus et certaines activités dans le but de gérer les coûts récurrents engagés pour répondre aux besoins en évolution de ses clients.

### **Trois mois clos le 31 octobre 2013**

La contribution du secteur Particuliers et PME-Québec au résultat net a été de 8,8 millions \$ au quatrième trimestre 2013 par rapport à 9,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Notamment, le résultat net du quatrième trimestre 2013 a subi l'incidence négative de charges de restructuration non récurrentes de 4,2 millions \$ avant impôts sur le résultat (3,1 millions \$ après impôts sur le résultat) liées à l'optimisation de certaines activités.

Le revenu total a augmenté de 4,1 millions \$, pour passer de 111,0 millions \$ au quatrième trimestre 2012 à 115,2 millions \$ au quatrième trimestre 2013, par suite principalement de la croissance des autres revenus. Le revenu net d'intérêt a légèrement augmenté, la croissance des volumes de prêts et dépôts d'un exercice à l'autre ayant compensé la pression continue exercée sur les marges des prêts et des dépôts et la baisse des pénalités sur les remboursements anticipés des prêts. Les autres revenus ont augmenté de 11 %, passant de 35,2 millions \$ au quatrième trimestre 2012 à 39,1 millions \$ au quatrième trimestre 2013, la hausse des frais sur les dépôts et les revenus toujours solides tirés de la vente de fonds communs de placement ayant grandement contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre.

Les pertes sur prêts ont légèrement augmenté de 0,2 million \$, pour passer de 6,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012 à 6,6 millions \$ au quatrième trimestre 2013. Ce niveau très bas reflète la qualité globale sous-jacente des portefeuilles de prêts de la Banque. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 4,7 millions \$, passant de 93,4 millions \$ au quatrième trimestre 2012 à 98,1 millions \$ au quatrième trimestre 2013. Compte non tenu des charges de restructuration de 4,2 millions \$ engagées au quatrième trimestre 2013, en comparaison d'une charge correspondante de 1,0 million \$ au quatrième trimestre 2012, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 2 % d'un exercice à l'autre. La hausse des coûts des régimes de retraite ainsi que l'accroissement des frais d'occupation de locaux et technologie sont les principaux facteurs responsables de cette augmentation, qui a été contrebalancée par la baisse des autres charges.

Le ratio d'efficacité a été de 85,2 % au quatrième trimestre 2013, par rapport à 84,1 % au quatrième trimestre 2012. Compte non tenu des charges de restructuration de 4,2 millions \$ engagées au quatrième trimestre 2013, le ratio d'efficacité ajusté a été de 81,6 %. Sur une même base ajustée, le secteur a généré un levier d'exploitation positif de 2 % d'un exercice à l'autre, du fait principalement de l'augmentation des autres revenus et des initiatives continues de contrôle des coûts.

En comparaison du troisième trimestre 2013, le résultat net a diminué de 2,3 millions \$, pour passer de 11,0 millions \$ à 8,8 millions \$ au quatrième trimestre 2013, ce qui s'explique essentiellement par les charges de restructuration de 4,2 millions \$ (3,1 millions \$ après impôts sur le résultat) engagées au quatrième trimestre 2013. La diminution du revenu total de 3,5 millions \$ découle surtout du revenu net d'intérêt moins élevé du fait de la baisse saisonnière des pénalités sur les remboursements anticipés des prêts hypothécaires résidentiels et la baisse des revenus tirés des services de cartes. Cette baisse a été en partie contrebalancée par le niveau plus faible des provisions pour pertes sur prêts et des autres charges.

**Immobilier et Commercial**

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
Revenu net d'intérêt	<b>21 422 \$</b>	21 310 \$	21 833 \$	<b>84 466 \$</b>	87 825 \$
Autres revenus	<b>9 949</b>	8 931	7 646	<b>37 469</b>	34 430
Revenu total	<b>31 371</b>	30 241	29 479	<b>121 935</b>	122 255
Provisions pour pertes sur prêts	<b>(2 082)</b>	(1 880)	(2 040)	<b>(5 500)</b>	3 002
Frais autres que d'intérêt	<b>10 210</b>	8 946	8 586	<b>35 953</b>	31 582
Résultat avant impôts sur le résultat	<b>23 243</b>	23 175	22 933	<b>91 482</b>	87 671
Impôts sur le résultat	<b>6 206</b>	6 188	6 204	<b>24 427</b>	23 716
Résultat net	<b>17 037 \$</b>	16 987 \$	16 729 \$	<b>67 055 \$</b>	63 955 \$
Ratio d'efficacité <sup>[1]</sup>	<b>32,5 %</b>	29,6 %	29,1 %	<b>29,5 %</b>	25,8 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

**Exercice clos le 31 octobre 2013**

La contribution du secteur d'activité Immobilier et Commercial au résultat net a augmenté de 3,1 millions \$, ou 5 %, et s'est établie à 67,1 millions \$ en 2013, comparativement à 64,0 millions \$ en 2012.

Le revenu total est demeuré en grande partie inchangé, soit 121,9 millions \$ en 2013 par rapport à 122,3 millions \$ en 2012. Le revenu net d'intérêt a diminué de 3,4 millions \$ comparativement à 2012, étant donné que les revenus tirés de la croissance des volumes, notamment dans le portefeuille de prêts commerciaux, ont été plus que contrebalancés par la compression des marges découlant de la faiblesse persistante des taux d'intérêt. Les autres revenus ont augmenté de 3,0 millions \$, ou 9 %, en 2013, du fait surtout des activités de souscription continues et des revenus de 2,0 millions \$ tirés de remboursements anticipés de prêts hypothécaires commerciaux. Les pertes sur prêts ont diminué de 8,5 millions \$ par rapport à l'exercice clos le 31 octobre 2012 et ont généré un crédit net de 5,5 millions \$ en 2013, qui s'explique par l'amélioration généralisée dans les portefeuilles de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts commerciaux. Cette amélioration reflète l'excellente qualité du crédit des portefeuilles commerciaux et est appuyée par le niveau considérablement plus bas de prêts douteux. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 4,4 millions \$ par rapport à l'exercice clos le 31 octobre 2012, par suite essentiellement de l'augmentation des salaires et des avantages du personnel.

**Trois mois clos le 31 octobre 2013**

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au résultat net a augmenté de 0,3 million \$ et s'est établie à 17,0 millions \$ au quatrième trimestre 2013, comparativement à 16,7 millions \$ au quatrième trimestre 2012.

Le revenu total a augmenté de 1,9 million \$, ou 6 %, pour atteindre 31,4 millions \$ au quatrième trimestre 2013, la hausse des autres revenus ayant compensé la baisse du revenu net d'intérêt. Le revenu net d'intérêt a diminué de 0,4 million \$ par rapport au quatrième trimestre 2012, les revenus tirés de la solide croissance des volumes dans les portefeuilles de prêts commerciaux ayant été plus que contrebalancés par la compression des marges au quatrième trimestre 2013. Les autres revenus ont augmenté de 2,3 millions \$, ou 30 %, par rapport au quatrième trimestre 2012, du fait surtout des revenus de 2,0 millions \$ tirés de remboursements anticipés de prêts hypothécaires commerciaux. Les pertes sur prêts pour le quatrième trimestre 2013 représentaient un crédit net de 2,1 millions \$, un résultat identique à celui de l'exercice précédent, et ont continué de refléter l'excellente qualité du portefeuille de prêts commerciaux. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1,6 million \$, pour s'établir à 10,2 millions \$ au quatrième trimestre 2013, par rapport à 8,6 millions \$ au quatrième trimestre 2012, par suite essentiellement d'une charge de 1,1 million \$ liée à l'optimisation de certains processus et de certaines activités au quatrième trimestre 2013.

Le résultat net a été légèrement supérieur à celui du troisième trimestre 2013, étant donné que la hausse des autres revenus tirés de remboursements de prêts hypothécaires commerciaux et la baisse des pertes sur prêts ont été contrebalancées par l'accroissement des frais autres que d'intérêt attribuable principalement à la charge d'optimisation susmentionnée.

**B2B Banque**

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
Revenu net d'intérêt	<b>46 072 \$</b>	48 249 \$	49 821 \$	<b>190 928 \$</b>	143 593 \$
Autres revenus	<b>9 406</b>	9 359	8 923	<b>36 705</b>	34 590
Revenu total	<b>55 478</b>	57 608	58 744	<b>227 633</b>	178 183
Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	<b>(1 006)</b>	(1 140)	23 795	<b>(4 426)</b>	23 795
Provisions pour pertes sur prêts	<b>5 483</b>	2 531	3 607	<b>14 562</b>	6 020
Frais autres que d'intérêt	<b>31 843</b>	31 114	35 259	<b>128 092</b>	106 077
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres <sup>[1]</sup>	<b>9 951</b>	14 600	8 830	<b>38 244</b>	21 997
Résultat avant impôts sur le résultat	<b>7 195</b>	8 223	34 843	<b>42 309</b>	67 884
Impôts sur le résultat	<b>2 035</b>	2 240	9 650	<b>11 415</b>	18 436
Résultat net	<b>5 160 \$</b>	5 983 \$	25 193 \$	<b>30 894 \$</b>	49 448 \$
Résultat net ajusté <sup>[2]</sup>	<b>13 213 \$</b>	17 546 \$	15 694 \$	<b>62 246 \$</b>	49 600 \$
Ratio d'efficacité <sup>[2]</sup>	<b>75,3 %</b>	79,4 %	75,1 %	<b>73,1 %</b>	71,9 %
Ratio d'efficacité ajusté <sup>[2]</sup>	<b>57,4 %</b>	54,0 %	60,0 %	<b>56,3 %</b>	59,5 %

[1] Frais d'intégration liés à l'acquisition des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

**Exercice clos le 31 octobre 2013**

La contribution du secteur d'activité B2B Banque au résultat net ajusté s'est élevée à 62,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en hausse de 12,6 millions \$, ou 25 %, par rapport à 49,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. L'amélioration découle essentiellement de l'inclusion de neuf mois additionnels de revenu net de la Fiducie AGF, celle-ci ayant contribué à la croissance du résultat tout au long de l'exercice en comparaison de sa contribution pendant un seul trimestre en 2012. Puisque l'intégration des systèmes et des comptes de la Fiducie AGF est bien avancée, les résultats de la Fiducie AGF sont désormais intégrés aux résultats de B2B Banque. Le résultat net comme présenté du secteur d'activité pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 s'est établi à 30,9 millions \$ par rapport à 49,4 millions \$ il y a un an, du fait essentiellement du profit initial découlant de l'acquisition de la Fiducie AGF comptabilisé en 2012 et du niveau plus élevé des frais d'intégration.

Le revenu total a augmenté, pour atteindre 227,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en comparaison de 178,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 47,3 millions \$ par rapport à il y a un an, en grande partie en raison de la contribution additionnelle au revenu net d'intérêt de la Fiducie AGF, et a totalisé 190,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Malgré l'incidence des acquisitions, la compression des marges imputable au contexte de faibles taux d'intérêt et au désendettement des investisseurs a nui aux résultats tout au long de l'exercice. L'augmentation de 2,1 millions \$ des autres revenus, qui se sont établis à 36,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, s'explique surtout par l'augmentation des revenus tirés des comptes d'investissement de B2B Banque Services de courtiers.

Comme il a été mentionné précédemment, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 4,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, ce poste s'était élevé à 23,8 millions \$, incluant un profit avant impôts de 24,3 millions \$ (16,4 millions \$ après impôts sur le résultat) découlant de l'acquisition de la Fiducie AGF. Voir la note 28 des états financiers consolidés annuels pour de plus amples renseignements sur cet élément.

Les pertes sur prêts ont augmenté, pour passer de 6,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012 à 14,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, ce qui s'explique surtout par les pertes sur prêts liées aux portefeuilles de prêts de la Fiducie AGF.

Les frais autres que d'intérêt, comme il est indiqué dans le tableau précédent, ont augmenté de 22,0 millions \$, pour atteindre 128,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en comparaison de 106,1 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Cet accroissement tient compte de l'ajout des dépenses d'exploitation courantes d'un exercice complet de la Fiducie AGF. Sinon, les frais ont augmenté d'environ 1 %, d'un exercice à l'autre, du fait principalement des synergies découlant de l'intégration des sociétés MRS. Les frais liés aux transactions et d'intégration pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 ont totalisé 38,2 millions \$ et avaient surtout trait aux coûts de conversion des systèmes de TI, aux coûts de relocalisation des employés, aux salaires, aux honoraires professionnels et aux autres frais liés à l'intégration de la Fiducie AGF et des sociétés MRS.

### **Trois mois clos le 31 octobre 2013**

La contribution du secteur d'activité B2B Banque au résultat net ajusté s'est établie à 13,2 millions \$ au quatrième trimestre 2013, soit une baisse de 2,5 millions \$ par rapport à une contribution de 15,7 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Le résultat net comme présenté pour le quatrième trimestre 2013 a été de 5,2 millions \$, comparativement à 25,2 millions \$ il y a un an.

Le revenu total a diminué, pour s'établir à 55,5 millions \$ au quatrième trimestre 2013, comparativement à 58,7 millions \$ pour le quatrième trimestre 2012. Le revenu net d'intérêt a baissé de 3,7 millions \$ par rapport à il y a un an, pour s'établir à 46,1 millions \$ au quatrième trimestre 2013, par suite essentiellement de la compression des marges résultant, en partie, du niveau plus faible des prêts à l'investissement à marge plus élevée attribuable au processus de désendettement des investisseurs. La hausse de 5 % des autres revenus, qui se sont établis à 9,4 millions \$ pour le quatrième trimestre 2013, s'explique en grande partie par l'augmentation des revenus tirés des comptes d'investissement de B2B Banque Services de courtiers.

Comme il est mentionné précédemment, la charge d'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis, présentée au poste « Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis », s'est établie à 1,0 million \$ au quatrième trimestre 2013. Pour le quatrième trimestre 2012, ce poste s'était élevé à 23,8 millions \$, incluant un profit avant impôts de 24,3 millions \$ (16,4 millions \$ après impôts sur le résultat) découlant de l'acquisition de la Fiducie AGF. Voir la note 28 des états financiers consolidés annuels pour de plus amples renseignements sur cet élément.

Les pertes sur prêts ont augmenté, passant de 3,6 millions \$ au quatrième trimestre 2012 à 5,5 millions \$ au quatrième trimestre 2013, par suite surtout des provisions collectives additionnelles liées aux portefeuilles de la Fiducie AGF. Comme l'indique le tableau précédent, les frais autres que d'intérêt ont diminué de 3,4 millions \$, ou 10 %, pour s'établir à 31,8 millions \$ au quatrième trimestre 2013, par rapport à des frais autres que d'intérêt de 35,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012, du fait essentiellement des synergies découlant de l'intégration et de la baisse de la rémunération liée à la performance. Au quatrième trimestre 2012, les frais comprenaient également des frais de publicité ponctuels liés à la conversion de B2B Trust en B2B Banque. Les frais liés aux transactions et d'intégration pour le quatrième trimestre 2013 ont totalisé 10,0 millions \$ et avaient surtout trait aux coûts de conversion des systèmes de TI, aux coûts de relocalisation des employés, aux salaires, aux honoraires professionnels et aux autres frais liés à l'intégration de la Fiducie AGF et des sociétés MRS.

En comparaison du troisième trimestre 2013, le résultat net ajusté a diminué de 4,3 millions \$, ce qui s'explique essentiellement par une baisse séquentielle du revenu net d'intérêt attribuable au resserrement des marges et à la diminution saisonnière des pénalités sur les remboursements anticipés des prêts hypothécaires ainsi qu'à la hausse des provisions requises pour les portefeuilles de prêts personnels de la Fiducie AGF.

**Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux**

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
Revenu total	<b>17 741 \$</b>	16 040 \$	15 726 \$	<b>67 831 \$</b>	59 902 \$
Frais autres que d'intérêt	<b>13 919</b>	13 055	12 081	<b>53 407</b>	48 439
Résultat avant impôts sur le résultat	<b>3 822</b>	2 985	3 645	<b>14 424</b>	11 463
Impôts sur le résultat	<b>913</b>	698	953	<b>3 572</b>	2 941
Résultat net	<b>2 909 \$</b>	2 287 \$	2 692 \$	<b>10 852 \$</b>	8 522 \$
Ratio d'efficacité <sup>[1]</sup>	<b>78,5 %</b>	81,4 %	76,8 %	<b>78,7 %</b>	80,9 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

**Exercice clos le 31 octobre 2013**

La contribution au résultat net du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux a augmenté de 2,3 millions \$, ou 27 %, pour atteindre 10,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, en comparaison de 8,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Le revenu total a augmenté, pour atteindre 67,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, comparativement à 59,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2012. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, le secteur d'activité a été avantagé par les conditions de marché plus favorables qu'il y a un an pour les activités de négociation et de courtage aux particuliers et a tiré parti des occasions de croissance sur les marchés des titres à revenu fixe et des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation. L'augmentation de 5,0 millions \$ des frais autres que d'intérêt, qui se sont établis à 53,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, est principalement imputable à la hausse de l'effectif, de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction qui était en concordance avec l'augmentation des revenus liés aux marchés. Le secteur d'activité a généré un levier d'exploitation positif d'un exercice à l'autre, en raison surtout de la hausse des revenus attribuable aux initiatives commerciales et à l'amélioration des marchés financiers par rapport à il y a un an.

**Trois mois clos le 31 octobre 2013**

La contribution du secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux au résultat net a augmenté, pour s'établir à 2,9 millions \$ au quatrième trimestre 2013, par rapport à 2,7 millions \$ au quatrième trimestre 2012.

Le revenu total s'est accru de 2,0 millions \$, pour atteindre 17,7 millions \$ au quatrième trimestre 2013, par rapport à 15,7 millions \$ pour la période correspondante de 2012, du fait essentiellement des frais de souscription plus élevés liés à l'augmentation des activités commerciales sur le marché des titres à revenu fixe. La hausse de 1,8 million \$ des frais autres que d'intérêt au quatrième trimestre 2013, qui se sont élevés à 13,9 millions \$, est principalement imputable à l'augmentation de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction qui était en concordance avec l'augmentation des revenus liés aux marchés.

**Autres**

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
Revenu net d'intérêt	<b>(3 746) \$</b>	(3 523) \$	(6 255) \$	<b>(14 132) \$</b>	(14 376) \$
Autres revenus	<b>(470)</b>	1 980	1 676	<b>4 976</b>	4 782
Revenu total	<b>(4 216)</b>	(1 543)	(4 579)	<b>(9 156)</b>	(9 594)
Frais autres que d'intérêt	<b>6 857</b>	10 229	7 262	<b>29 828</b>	29 374
Résultat avant impôts sur le résultat	<b>(11 073)</b>	(11 772)	(11 841)	<b>(38 984)</b>	(38 968)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	<b>(4 368)</b>	(3 775)	(3 619)	<b>(14 201)</b>	(13 644)
Perte nette	<b>(6 705) \$</b>	(7 997) \$	(8 222) \$	<b>(24 783) \$</b>	(25 324) \$

**Exercice clos le 31 octobre 2013**

La contribution négative au résultat net du secteur Autres a été de 24,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, comparativement à une contribution négative de 25,3 millions \$ pour l'exercice clos de 31 octobre 2012.

Le revenu net d'intérêt s'est légèrement amélioré pour passer d'un montant négatif de 14,4 millions \$ en 2012 à un montant négatif de 14,1 millions \$ en 2013, du fait surtout de l'arrivée à échéance de passifs de titrisation à coupon élevé et de la réduction des liquidités à rendement moins élevé au cours de l'exercice, qui ont plus que contrebalancé l'incidence des conditions de marché moins favorables qu'il y a un an. Les autres revenus se sont élevés à 5,0 millions \$ en 2013, en comparaison de 4,8 millions \$ en 2012, les activités de trésorerie ayant légèrement augmenté d'un exercice à l'autre. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 0,5 million \$, ou 2 %, pour s'établir à 29,8 millions \$ en 2013, par rapport à 29,4 millions \$ en 2012. Cette augmentation tient compte de charges de restructuration de 1,0 million \$ liées à l'optimisation de certains processus et de certaines activités et d'une perte de valeur de 1,6 million \$ liée aux projets de TI abandonnés au cours de l'exercice. Les frais d'occupation de locaux et technologie ont également contribué à l'augmentation, en raison de la hausse de la charge d'amortissement non répartie liée aux projets de développement des TI achevés ainsi que des coûts de location plus élevés liés à la superficie en pieds carrés additionnelle des locaux loués pour les équipes de projets des TI. Ces facteurs ont été plus que compensés par des ajustements favorables liés aux taxes de vente et par la diminution des autres charges.

**Trois mois clos le 31 octobre 2013**

Le secteur Autres a inscrit une contribution négative de 6,7 millions \$ au résultat net pour le quatrième trimestre 2013, comparativement à une contribution négative de 8,2 millions \$ pour le quatrième trimestre 2012.

Le revenu net d'intérêt s'est amélioré, pour s'établir à un montant négatif de 3,7 millions \$ au quatrième trimestre 2013, en comparaison d'un montant négatif de 6,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012, du fait surtout du niveau de liquidités plus faible qu'il y a un an. Les autres revenus du quatrième trimestre 2013 ont diminué, pour s'établir à un montant négatif de 0,5 million \$, par rapport à 1,7 million \$ au quatrième trimestre 2012, par suite principalement des pertes nettes subies sur certaines couvertures. Les frais autres que d'intérêt ont diminué, pour s'établir à 6,9 millions \$ au quatrième trimestre 2013, en comparaison de 7,3 millions \$ au quatrième trimestre 2012. Cette diminution provient des autres frais moins élevés ainsi que des revenus tirés des activités d'assurance à l'étranger plus élevés, qui ont plus que compensé les hausses des frais d'occupation de locaux et technologie et des charges de restructuration, tel que mentionné ci-haut.

Sur une base séquentielle, les autres revenus ont diminué de 2,5 millions \$, pour s'établir à un montant négatif de 0,5 million \$, comparativement à 2,0 millions \$ au troisième trimestre clos le 31 juillet 2013, sous l'effet principalement du niveau moins élevé des profits nets réalisés sur des positions dans des valeurs mobilières à la suite d'un rendement particulièrement solide au troisième trimestre.

## Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat global.

### Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

### Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

### Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt. Les taux de croissance trimestriels sont calculés de façon séquentielle (c.-à-d. les données de la période considérée par rapport à celle du trimestre précédent).

### Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

### Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

## Mesures financières ajustées

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement, qui sont présentés dans le tableau qui figure à la rubrique « Éléments d'ajustement ».

La majorité des éléments d'ajustement ont trait aux profits et aux dépenses découlant des acquisitions. Le profit d'acquisition et l'amortissement connexe de la prime nette sur les instruments financiers acquis sont considérés comme des éléments d'ajustement puisque la direction considère qu'ils représentent des ajustements importants sans effet de trésorerie et qu'ils ne sont pas récurrents. Les frais liés aux transactions et d'intégration relatifs aux sociétés MRS et à la Fiducie AGF ont été désignés comme étant des éléments d'ajustement en raison de l'importance des montants et du fait que certains de ces frais ont été engagés dans le but de générer des avantages au cours de périodes futures.

## À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à la grandeur du Canada. Reconnue pour l'excellence de son service, sa proximité et sa simplicité, la Banque sert un million et demi de clients à travers le pays. Fondée en 1846, elle emploie environ 4 000 personnes qui font d'elle un joueur solide dans plusieurs segments de marché. Elle gère un actif au bilan de 34 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 37 milliards \$.

La Banque se démarque par l'excellence de son exécution et son agilité. Ainsi, elle sert les particuliers, tant par l'entremise de ses services en succursale que par une offre virtuelle en évolution constante. Elle jouit également d'une solide réputation auprès des PME, des entreprises de plus grande taille et des promoteurs immobiliers, grâce à sa présence grandissante à travers le Canada et ses équipes situées en Ontario, au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique. Sa filiale B2B Banque est quant à elle un leader canadien dans la fourniture de produits et services bancaires et d'investissements aux conseillers financiers et aux courtiers, tandis que l'expertise et l'efficacité des services de courtage de Valeurs mobilières Banque Laurentienne sont largement reconnues à la grandeur du pays.

## Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra à 14 h, heure de l'Est, le mercredi 11 décembre 2013. Un numéro de téléphone sans frais — 416 340-2217 ou 1 888 789-9572, code 7232884# — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le mercredi 11 décembre 2013, à compter de 18 h, jusqu'à 23 h 59, le 11 janvier 2014, au numéro 905 694-9451 ou 1 800 408-3053, code 8978820#. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque, à l'adresse [www.banquelaurentienne.ca](http://www.banquelaurentienne.ca), à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

Chef de la direction financière : Michel C. Lauzon, 514 284-4500, poste 7997

Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514 284-4500, poste 7511; cell. : 514 893-3963

## États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, y compris les notes des états financiers consolidés, sont également disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse [www.banquelaurentienne.ca](http://www.banquelaurentienne.ca).

### Bilan consolidé

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 OCTOBRE 2013	AU 31 OCTOBRE 2012
<b>ACTIF</b>		
<b>Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques</b>	<b>82 836 \$</b>	90 860 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques</b>	<b>126 002</b>	480 183
<b>Valeurs mobilières</b>		
Disponibles à la vente	1 679 067	2 822 588
Détenues jusqu'à l'échéance	648 874	1 446 751
Détenues à des fins de transaction	2 152 584	1 873 622
	<b>4 480 525</b>	6 142 961
<b>Valeurs acquises en vertu de conventions de revente</b>	<b>1 218 255</b>	631 202
<b>Prêts</b>		
Personnels	7 245 474	7 806 067
Hypothécaires résidentiels	14 735 211	14 169 095
Hypothécaires commerciaux	2 488 826	2 443 634
Commerciaux et autres	2 488 137	2 150 953
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	271 049	211 130
	<b>27 228 697</b>	26 780 879
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(115 590)	(117 542)
	<b>27 113 107</b>	26 663 337
<b>Autres</b>		
Dérivés	126 617	167 643
Immobilisations corporelles	73 261	71 871
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	197 594	159 973
Goodwill	64 077	64 077
Actif d'impôt différé	1 998	4 751
Autres actifs	441 408	459 968
	<b>904 955</b>	928 283
	<b>33 925 680 \$</b>	34 936 826 \$
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Dépôts</b>		
Personnels	19 282 042 \$	19 369 310 \$
Entreprises, banques et autres	4 645 308	4 672 133
	<b>23 927 350</b>	24 041 443
<b>Autres</b>		
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	1 464 269	1 349 932
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	339 602	244 039
Acceptations	271 049	211 130
Dérivés	102 041	100 867
Passif d'impôt différé	9 845	16 128
Autres passifs	904 344	951 467
	<b>3 091 150</b>	2 873 563
<b>Dette liée aux activités de titrisation</b>	<b>4 974 714</b>	6 037 097
<b>Dette subordonnée</b>	<b>445 473</b>	443 594
<b>Capitaux propres</b>		
Actions privilégiées	205 204	303 249
Actions ordinaires	446 496	428 526
Réserve pour paiements fondés sur des actions	91	227
Résultats non distribués	829 678	774 899
Cumul des autres éléments du résultat global	5 524	34 228
	<b>1 486 993</b>	1 541 129
	<b>33 925 680 \$</b>	34 936 826 \$

## État du résultat consolidé

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
<b>Revenu d'intérêt</b>					
Prêts	269 927 \$	274 778 \$	280 762 \$	1 086 279 \$	1 014 861 \$
Valeurs mobilières	10 845	13 053	17 250	57 204	71 320
Dépôts auprès d'autres banques	601	314	1 544	2 328	6 148
Autres, incluant les dérivés	9 475	10 217	14 529	44 338	59 240
	290 848	298 362	314 085	1 190 149	1 151 569
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts	114 094	115 561	124 926	463 603	445 646
Dette liée aux activités de titrisation	31 115	33 950	43 809	140 453	163 880
Dette subordonnée	4 088	4 033	2 654	16 072	9 839
Autres, incluant les dérivés	114	269	285	1 261	1 176
	149 411	153 813	171 674	621 389	620 541
<b>Revenu net d'intérêt</b>	141 437	144 549	142 411	568 760	531 028
<b>Autres revenus</b>					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	35 704	35 033	30 263	133 791	119 953
Revenus tirés des activités de courtage	15 113	14 449	14 386	60 607	54 806
Revenus tirés des comptes d'investissement	8 693	8 249	7 440	32 694	29 079
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	6 098	5 848	4 731	22 501	18 026
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	2 095	5 840	4 563	17 877	17 531
Revenus d'assurance crédit	4 278	4 793	4 415	16 881	15 529
Autres revenus	2 113	2 281	2 187	12 226	10 691
	74 094	76 493	67 985	296 577	265 615
<b>Revenu total</b>	215 531	221 042	210 396	865 337	796 643
<b>Profit d'acquisition et amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis</b>	(1 006)	(1 140)	23 795	(4 426)	23 795
<b>Provisions pour pertes sur prêts</b>	10 000	9 000	8 000	36 000	33 000
<b>Frais autres que d'intérêt</b>					
Salaires et avantages du personnel	89 121	87 680	87 112	351 381	320 603
Frais d'occupation de locaux et technologie	45 277	44 491	39 111	171 275	152 919
Autres	26 524	28 157	30 324	106 068	108 944
Frais liés aux regroupements d'entreprises et autres	9 951	14 600	8 830	38 244	21 997
	170 873	174 928	165 377	666 968	604 463
<b>Résultat avant impôts sur le résultat</b>	33 652	35 974	60 814	157 943	182 975
Impôts sur le résultat	6 485	7 690	15 129	33 263	42 467
<b>Résultat net</b>	27 167 \$	28 284 \$	45 685 \$	124 680 \$	140 508 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	2 637	2 520	3 273	11 749	12 768
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	24 530 \$	25 764 \$	42 412 \$	112 931 \$	127 740 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
de base	28 474	28 385	28 118	28 329	25 634
dilué	28 481	28 393	28 135	28 338	25 652
Résultat par action					
de base	0,86 \$	0,91 \$	1,51 \$	3,99 \$	4,98 \$
dilué	0,86 \$	0,91 \$	1,51 \$	3,99 \$	4,98 \$
Dividendes déclarés par action					
Actions ordinaires	0,50 \$	0,50 \$	0,47 \$	1,98 \$	1,84 \$
Actions privilégiées - série 9	s. o.	s. o.	0,38 \$	0,75 \$	1,50 \$
Actions privilégiées - série 10	0,33 \$	0,33 \$	0,33 \$	1,31 \$	1,31 \$
Actions privilégiées - série 11	0,25 \$	0,25 \$	—	0,91 \$	—

## État du résultat global consolidé

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES EXERCICES CLOS LES	
	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012
<b>Résultat net</b>	<b>27 167 \$</b>	<b>28 284 \$</b>	<b>45 685 \$</b>	<b>124 680 \$</b>	<b>140 508 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés à l'état du résultat					
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	<b>2 764</b>	(5 277)	307	<b>87</b>	(7 641)
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	<b>(182)</b>	(685)	(831)	<b>(2 752)</b>	(2 374)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	<b>559</b>	(21 484)	(3 577)	<b>(26 039)</b>	(21 347)
	<b>3 141</b>	(27 446)	(4 101)	<b>(28 704)</b>	(31 362)
<b>Résultat global</b>	<b>30 308 \$</b>	<b>838 \$</b>	<b>41 584 \$</b>	<b>95 976 \$</b>	<b>109 146 \$</b>

## État de la variation des capitaux propres consolidé

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2013

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 31 octobre 2012	303 249 \$	428 526 \$	774 899 \$	12 201 \$	22 027 \$	34 228 \$	227 \$	1 541 129 \$
Résultat net			124 680					124 680
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)								
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				87		87		87
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(2 752)		(2 752)		(2 752)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(26 039)	(26 039)		(26 039)
Résultat global			124 680	(2 665)	(26 039)	(28 704)		95 976
Émission d'actions	(160)	17 970					(136)	17 674
Rachat d'actions	(97 885)		(2 115)					(100 000)
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(11 749)					(11 749)
Actions ordinaires			(56 037)					(56 037)
Solde au 31 octobre 2013	205 204 \$	446 496 \$	829 678 \$	9 536 \$	(4 012) \$	5 524 \$	91 \$	1 486 993 \$

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2012

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
				VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 31 octobre 2011	205 527 \$	252 601 \$	694 371 \$	22 216 \$	43 374 \$	65 590 \$	227 \$	1 218 316 \$
Résultat net			140 508					140 508
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)								
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(7 641)		(7 641)		(7 641)
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(2 374)		(2 374)		(2 374)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(21 347)	(21 347)		(21 347)
Résultat global			140 508	(10 015)	(21 347)	(31 362)		109 146
Émission d'actions	97 722	175 925						273 647
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(12 768)					(12 768)
Actions ordinaires			(47 212)					(47 212)
Solde au 31 octobre 2012	303 249 \$	428 526 \$	774 899 \$	12 201 \$	22 027 \$	34 228 \$	227 \$	1 541 129 \$